

La Démocratie au service de l'assiette pour tous. Comment assurer collectivement une transition vers des systèmes alimentaires justes et durables au niveau (supra) local ?

Intervention de Lotte Damhuis, FdSS

19 Février 2019

Argumentaire de la journée :

Si nous voulons aujourd'hui approfondir ce

mouvement, il est nécessaire d'aller plus loin en repensant la manière dont le système est actuellement géré. Une nouvelle approche des systèmes alimentaires est nécessaire, mais reste à inventer, avec en son centre une question : Comment mettre en place des mécanismes de gouvernance démocratique cherchant à faire participer les différents acteurs et permettant l'émergence de systèmes alimentaires justes et durables ?

**« Quand l'accès à l'alimentation durable passe par la participation : quelques points d'attention »**

**SLIDE 1**

**1. Introduction :**

La demande que j'ai reçue par les organisateurs de la journée est de proposer quelques points d'attention à propos d'une dimension précise des initiatives en matière d'alimentation durable, qui est celle d'une éthique, assez centrale, de l'engagement et de la participation. Et, plus précisément, d'examiner comment cette éthique dialogue avec une autre, qui est celle de l'ouverture et de l'inclusion de publics assez éloignés de ces nouveaux espaces d'alimentation durable.

Je tiens à souligner d'emblée que je ne suis pas spécialiste de l'alimentation durable. Je travaille comme sociologue au sein d'une équipe de recherche-action à la fédération des services sociaux, à Bruxelles. Nos thématiques de recherche sont le travail social, les situations des personnes pauvres et les politiques sociales.

\*\*\*\*\*

Aujourd'hui, je vous parlerai plus particulièrement à partir de l'expérience d'une recherche-action participative que l'on a mené pendant 3 ans, avec des bénéficiaires et des professionnels de l'aide alimentaire, et dont le point de départ était de viser un accès plus durable à une alimentation de qualité pour ces publics.

C'est sur cette base que je ferai le lien avec la thématique qui nous occupe aujourd'hui, en tirant deux fils dans ma présentation :

- Celui de l'idéal d'une alimentation saine et de qualité d'une part,
- Celui de l'idéal participatif et de la mixité sociale d'autre part.

→ Je vous propose d'examiner comment ces mantras de la participation et du bien manger – présents dans la lutte pour un système alimentaire plus juste et durable – peuvent, paradoxalement, être source d'exclusion.

Les recherches sociologiques qui se penchent sur les initiatives et les réseaux alimentaires alternatifs montrent qu'au-delà de la recherche d'une meilleure alimentation, ce sont des nouvelles relations sociales qui sont recherchées et que ses acteurs s'inscrivent dans une éthique de l'engagement (Lagasse 2017). Ces mouvements sociaux ne se limitent donc pas au champ de l'alimentation. Ils s'inscrivent dans une critique du régime de démocratie représentative et du système agro-alimentaire (Lagasse, 2017). Ce faisant, ils n'échappent toutefois pas à certaines contradictions, notamment celle de la reproduction des rapports de pouvoirs par un certain élitisme de l'alimentation durable.

Ce sont ces tensions et points d'attention que je vais pointer aujourd'hui, sur base à la fois des travaux sur ces mouvements de transition alimentaire, ou sur le *food movement* ; et sur la base de notre recherche-action Solenprim.

Je tiens à souligner que le regard sociologique que je vous propose ne consiste ni à disqualifier ces idéaux, ni à les célébrer. L'approche consiste davantage à comprendre comment ces valeurs sont traduites sur le terrain, d'observer qui les porte, à qui elles sont accessibles et comment elles orientent les actions.

Concrètement (plan de la présentation) : **SLIDE 2**

Après avoir présenté la recherche Solenprim,

- Je vais aborder l'ambivalence inhérente au fait de s'intéresser et de mettre la focale, dans l'action ou dans la recherche, sur l'alimentation « des pauvres », ou sur l'accès, pour les pauvres, à une alimentation « de qualité ».
- Je vais ensuite évoquer certaines interrogations sur le plan de la justice sociale quant aux idéaux de la participation et la mixité sociale. Et m'attarder sur les freins exprimés par des participants à notre projet de recherche à participer aux espaces étiquetés « alimentation durable ».
- Je proposerai, enfin, quelques réflexions pour alimenter les débats d'aujourd'hui.

## 1. Solenprim SLIDE 3

### SLIDE 4

Le projet Solenprim – c'est l'acronyme de « solidarités en primeurs » - est un projet que l'on a mené pendant 3 ans avec des professionnels et des bénéficiaires du secteur de l'aide alimentaire en réponse à un appel à projet, qui visait à favoriser l'accès à l'alimentation durable en région de bruxelles capitale, dans une optique de résilience urbaine. On a un peu titillé cette orientation, en proposant de mettre la focale de la durabilité non pas sur l'alimentation, mais bien sur la durabilité de l'accès à l'alimentation.

La question du projet était donc d'examiner *en quoi et comment des dispositifs innovants, associant le secteur de l'aide alimentaire à la transition vers un système alimentaire durable, permettraient d'accroître durablement la liberté de choix et le champ des usages alimentaires des publics défavorisés ?* »

### SLILDE 5

Pour situer un peu le secteur de l'aide alimentaire : elle se pratique aujourd'hui essentiellement sous 3 formes : les restaurants sociaux, les colis alimentaires et les épiceries sociales. Il y a d'autres initiatives citoyennes qui se font, mais les organismes reconnus par décret le font majoritairement sous ces formats. À Bruxelles, il y a une centaine d'organisations qui font de l'aide alimentaire, et il y a une augmentation ces dernières années de la demande : en 2015, le recours à l'aide alimentaire concernait 450.000 personnes en Belgique.

Sans aller dans les détails, il faut savoir que le secteur de l'aide alimentaire dépend en grande partie du système agro-industriel, et qu'une partie des politiques de lutte contre le gaspillage alimentaire sont menées en association avec les acteurs de l'aide alimentaire. Notamment dans la dimension de leur approvisionnement.

### SLIDE 6

Avec le projet solenprim, 4 projets locaux ont été mis en place, par les bénéficiaires de l'aide alimentaire et les travailleurs sociaux : les nommer.

Je tiens à souligner qu'il n'y a pas de prétention à être « représentatif » de toutes les situations des personnes en précarité alimentaire, au travers de cette seule recherche-action.

## 2. Pauvreté et alimentation SLIDE 7

Lorsqu'on parle d'inclure les plus éloignés de l'accès à une alimentation durable et de qualité, on n'est jamais très loin d'opérer certaines simplifications. SLIDE 8

Tout d'abord, on tend à unifier un « public cible », notamment dans leurs pratiques alimentaires : « les pauvres s'alimentent mal », et que s'ils s'alimentent mal c'est sans doute par manque d'informations.

## SLIDE 9

Parler « des bénéficiaires de l'aide alimentaire » ou des « publics précarisés », aussi opérationnel que ce soit pour faciliter la communication à leur propos, ne doit pas faire oublier qu'au-delà d'un faible pouvoir d'achat (pouvant lui-même encore fortement varier), les bénéficiaires sont très diversifiés sur les plans philosophique, spirituel, culturel, social et quant aux trajectoires de vie. Par ailleurs, des logiques de distinction (Bourdieu, 1979) peuvent être à l'œuvre au sein des groupes, notamment parce qu'on peut justement ne pas vouloir être mis « dans le même sac ».

*« C'est un public très fantasmé, dont on pense, par exemple, qu'ils ont un lien spontané, un lien fraternel et de solidarité. Or c'est le contraire : plus il y a un mal-être, plus ils vont le reporter à d'autres. Donc il y a un système de hiérarchisation plutôt, qui se met en place, au sein des précaires (avoir le RIS ou non, avoir une adresse ou non). Le pied d'égalité n'est certainement pas présent au départ. C'est alors au projet de pouvoir créer les conditions pour qu'une telle dynamique puisse se déployer » (J., animateur de groupe, entretien 5/09/17)*

D'autre part, le souci pour l'accès des pauvres à une alimentation de qualité s'inscrit aussi dans le souci pour leur santé. On sait que la pauvreté est un facteur déterminant dans l'accès à la santé, et que l'alimentation y joue un certain rôle. Le raccourci est toutefois vite fait avec la supposition que « les pauvres s'alimentent mal ». Et on veut dès lors « mieux les informer, les sensibiliser ». Je vais y revenir tout de suite.

Je fais une petite parenthèse d'abord, c'est que d'une part, on constate que « les habitudes alimentaires de la majorité de la population belge s'écartent des recommandations nutritionnelles : pas assez de fruits et de légumes, trop de viande,...<sup>1</sup> » (myaux et serré, 2018). Mais on s'inquiète peu – sur le plan de la recherche et de l'action – des raisons qu'ont les riches (pour être un peu caricaturale) de ne pas participer aux initiatives d'alimentation durable ou à leurs « défauts » en matière de pratiques alimentaires.

Le souci d'inclure davantage des personnes en difficulté d'accès à une alimentation de qualité, part toutefois d'une bonne volonté, et rappelle une des valeurs de l'alimentation durable – qui est celle l'accès – pour tous – à une telle alimentation. La présence d'un GT « accessibilité sociale » au RAWAD, l'objectif de cette journée, et celui d'autres organisées par le passé, en sont le reflet direct. Sur le terrain, cette visée se traduit principalement par deux orientations. La première, plutôt minoritaire, est de créer des projets spécifiques avec ces publics, c'est le cas notamment de Solenprim.

---

<sup>1</sup> Commission européenne, 2015, « Le panier belge de produits alimentaires », en ligne : <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=738&langId=en&pubId=7832&furtherPubs=yes>, p.1-2.

Elle se décline, surtout, par des opérations de sensibilisation des publics précarisés à l'alimentation durable. Or il apparaît que ce n'est pas tant un déficit de « connaissances » sur l'alimentation durable et sur les enjeux de l'alimentation saine qui explique la moindre fréquentation des lieux alternatifs d'alimentation.

## SLIDE 10

En début du projet Solenprim, on avait mené avec les participants une animation sur ce que « bien se nourrir » voulait dire, à leurs yeux. Loin des clichés habituels, ces personnes ont une vision riche de cette notion, qui ne se résume pas au contenu gustatif de l'assiette. Elles jugent aussi préoccupant le système alimentaire dont elles dépendent. Dans ces moments d'analyse collective<sup>2</sup> que l'on a mené, ils mettent l'accent sur le caractère pluridimensionnel de l'alimentation : ils incluent une série de références à des normes et valeurs liées à la santé et au corps : « manger sainement » ; « écouter son corps », « manger 5 fruits et légumes par jours ». Ils identifient des enjeux culturels, identitaires, éducatifs ou encore relationnels tels que « manger avec les enfants » ou « être à deux pour discuter le quotidien ». Ils soulignent par ailleurs les ressources nécessaires pour y accéder : temps, informations sur les produits, quantités suffisantes pour ne plus avoir faim... Leurs regards sur le « bien se nourrir » intègrent souvent un positionnement politique : « manger des produits locaux ». Enfin, pour certains d'entre eux, « bien se nourrir » c'est aussi « être libre de choisir ». » (Serré et Myaux, 2018).

### Bien se nourrir c'est... pas si évident

Comment comprendre alors le décalage qui semble exister entre cette représentation élaborée du « bien se nourrir » et une réalité qui veut que l'obésité, par exemple, soit plus présente parmi les populations les moins favorisées ?<sup>3</sup>

Si des différences de consommation alimentaire entre catégories sociales existent, elles sont moins le résultat d'une (mauvaise) volonté individuelle ou d'une ignorance, que le reflet d'inégalités sociales.<sup>4</sup>

## SLIDE 11

Par exemple, on entend souvent dire qu'« il n'est pas compliqué de cuisiner soi-même et que c'est moins cher ! », mais on pense moins aux conditions auxquelles il est possible de le faire (et qui paraissent aller de soi : avoir une cuisine équipée, un espace suffisant, etc). Le manque de ressources financières ou matérielles, le faible niveau d'éducation, les problèmes de mobilité ou de santé sont

---

<sup>2</sup> SERRE A. et al., 2016, « Solidarité en primeur(s) – Solenprim », *Rapport scientifique intermédiaire*, Innoviris, p.132-139.

<sup>3</sup> Eurostat, *Health in the European Union – facts and figures*, in [http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Overweight\\_and\\_obesity\\_-\\_BMI\\_statistics](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Overweight_and_obesity_-_BMI_statistics), mai 2017

<sup>4</sup> DE SAINT POL, T., 2014, « Déterminants sociaux et culturels de l'alimentation », in *Inégalités sociales de santé en lien avec l'alimentation et l'activité physique*, Inserm, Paris, p.230.

autant de « freins » susceptibles d'entraver la liberté de choix des personnes et leurs possibilités d'accéder à une alimentation diversifiée.<sup>5</sup> (serré et myaux).

S'il y a des enjeux de niveaux de connaissance et d'éducation, c'est davantage une question de moyen, de situations de vie, de liens sociaux, mais aussi un contexte d'offre du système agro-industriel qui explique certaines habitudes alimentaires (et qui ne se retrouvent pas uniquement, je l'ai dit, dans les catégories les plus pauvres de la population). Pour plus de finesse sur cette question, je vous invite à lire l'étude réalisée en 2014 par Magali Ramel et d'autres pour ATD quart monde, qui examine la question de « se nourrir lorsqu'on est pauvre », à partir des ressentis des personnes en situation de précarité.

Cette approche éducative sur les bienfaits d'une « bonne alimentation » nous paraît dès lors, de ce point de vue, peu efficace, voire même stigmatisante. **SLIDE 12** Camille Adamiec (2017) propose le terme d'« orthorexie » - qui signifie « manger droit » - pour désigner cette norme qui consiste à faire de l'association entre ce que l'on mange et notre état de santé, l'objet d'une attention particulière. Cette norme tend à être de plus en plus dominante et, comme toute norme, elle devient un prisme par lequel on juge quels comportements sont adéquats, appropriés, et lesquels ne le sont pas. Les campagnes de sensibilisation autour de l'alimentation saine peuvent être ressenties par les personnes en pauvreté alimentaire comme particulièrement infantilisantes et culpabilisantes (Ramel, 2014). Or, ce regard ne tient par ailleurs pas toujours compte du fait que l'accès au manger sain est complexe et n'est pas qu'affaire de volonté individuelle ou d'auto-discipline.

### **3. Participation et mixité sociale : des idéaux socialement distribués, inégalement accessibles ou élitistes ?** **SLIDE 13**

Il y a aussi la tentative d'ouvrir les projets et dispositifs en alimentation durable existants à des personnes plus précarisées. Mais ils n'y parviennent que difficilement...pourquoi ?

Au travers des nouvelles pratiques de production et de consommation alimentaires, les réseaux et espaces d'alimentation durable mettent en pratique, en « actes », des valeurs opposées à celles du capitalisme productiviste. L'alimentation est à la fois l'objet du changement social – avoir accès à des aliments de meilleure qualité – et un outil pour repenser et changer le monde, puisque l'alimentation concerne a priori tout le monde. Au travers de l'alimentation durable, c'est un acte politique qui est posé, visant à proposer une autonomie alimentaire, émancipée du système agro-industriel dominant. Sur le terrain, ces valeurs se déclinent, notamment, par des modes de gouvernance revisités (comme l'auto-gestion), une volonté d'horizontalité des relations, un partage des tâches, avec une implication et une participation de chacun et chacune.

---

<sup>5</sup> SERRE A. et al., *op.cit.*, p.60.

Dans une telle configuration qui se dit « ouverte », en considérant chaque personne comme l'égal de l'autre, il n'est pas étonnant que la mixité sociale soit le corollaire évident de ces initiatives. Or force est de constater que les dispositifs qui sont étiquetés « alimentation durable » demeurent fréquentés essentiellement par une certaine catégorie de la population, relativement aisée et éduquée. **SLIDE 14**

Pourquoi est-ce que l'ouverture de ces espaces aux personnes plus précarisées ne se solde pas par une plus grande participation de celles-ci ? Pourquoi la « bonne volonté » et le souci sincère pour les « inclure » dans la transition vers un système alimentaire plus durable ne suffisent-ils pas à rendre ces espaces plus « mixtes socialement » ? Et question plus importante encore, comment s'assurer que ces convictions et cet horizon politique n'amènent pas à creuser davantage les inégalités sociales ? Qu'est-ce que les actions que l'on met en place, au nom de ces idéaux, génèrent potentiellement en matière d'exclusion sociale ?

### **De l'accès à l'alimentation durable à l'accès au « bien se nourrir »**

Cette volonté de ne pas oublier « les pauvres » dans la transition alimentaire durable est bien présente dans plusieurs initiatives alternatives. Plus généralement, « Créer des socialités interculturelles, interclassistes et diversifiées, en plus d'être aujourd'hui une recommandation systématique de tous les appels à projets, est devenu le motif récurrent de toutes les luttes associatives » (Marion, 2017 : 2). Concrètement, cela revient à prôner que les espaces alternatifs étiquetés « alimentation durable » – comme les GASAP, les commerces coopératifs, les potagers urbains, certains ateliers cuisine et autres – dont on constate leur faible mixité socio-économique, soient rendus plus accueillants et accessibles à d'autres publics. Sur le terrain, les tentatives qui vont dans ce sens produisent toutefois des constats mitigés.

Lors d'une seconde phase du projet Solenprim, les participants ont fait des visites dans des initiatives et projets d'alimentation durable, afin de s'inspirer pour les projets qu'ils voulaient mettre en place. Ils ont visité des potagers de quartier, des grainothèques, des systèmes d'échanges locaux (SEL), des coopératives bio, des initiatives d'emprunts d'objets, etc. La possibilité était à chaque fois ouverte qu'ils s'engagent dans ces espaces existants. Or ils ont préféré développer leur propre projet. En effet, si certaines idées et principes de ces projets d'alimentation durable ou de recyclage leur plaisaient, elles ont surtout souligné en quoi ces espaces ne leur convenaient pas.

### **SLIDE 15**

Ils ont évoqué notamment les questions d'accès à l'information (avec, notamment, la barrière d'internet pour certains et la question de la fracture numérique plus largement – utilisation d'un ordinateur), les divergences d'intérêt pour les activités proposées, les coûts financiers (aussi bas qu'ils puissent paraître aux yeux des gestionnaires et animateurs des espaces alternatifs – ex des 5€ d'inscription au SEL) ou, enfin, l'intériorisation du stigmate (Goffman, 1975 [1963]) d'émargeant au CPAS. Par exemple, mettre en place des tarifs différenciés pour les personnes à revenus plus faibles peut partir d'une bonne intention, mais cela suppose de montrer que l'on rentre dans des critères de

pauvreté, ce qui n'est pas sans rappeler la logique de l'enquête sociale à laquelle ils sont déjà confrontés dans les services sociaux qu'ils fréquentent.

En plus de ces barrières concrètes, les personnes disent ne pas se « reconnaître » dans ces espaces, se sentir différentes des personnes qui les fréquentent, sans nécessairement toujours pouvoir mettre des mots précis sur ces ressentis. En effet, « les narratives [récits], discours et pratiques de ces réseaux alimentaires alternatifs incluent peu les représentations et significations culturelles de l'alimentation d'autres groupes sociaux, en particulier des plus défavorisés » (Lagasse, 2017 : 3). Malgré de bonnes intentions, ces espaces paraissent dès lors difficilement échapper à un certain élitisme social<sup>6</sup>.

Tout en laissant la possibilité aux bénéficiaires de l'aide alimentaire de s'inspirer auprès d'alternatives existantes, voire de les rejoindre, les travailleurs sociaux engagés dans le projet solenprim ont donc pris note de leur volonté de monter des dispositifs « entre eux » et « qui leur ressemblent », et dont les finalités peuvent diverger avec celles visées par les circuits alternatifs connus.

## SLIDE 16

La dimension des ressources pour accéder au « bien se nourrir » (rappel des dimensions plurielles) a été un des points les plus travaillés dans les projets, bien avant la dimension « politique », par exemple. La dimension du « plaisir » aussi était très présente. Et enfin, l'idée était aussi d'offrir des espaces de solidarité, à l'attention d'autres personnes en difficultés financières.

Il faut dire aussi que ce qui a été mis en place n'a pas été pensé comme des alternatives à l'aide alimentaire, mais comme des « compléments » à l'aide alimentaire classique, qui reste considérée, par les participants, comme indispensable.

Quant à la question de la participation et de l'implication des personnes dans ces projets (pour rappel l'idée était de co-construire ces dispositifs avec eux), la recherche montre des résultats ambivalents. D'un côté, les participants ont apprécié de pouvoir retrouver un sentiment d'utilité et de se sentir reconnus dans leurs idées (là où elles sont généralement l'objet d'une disqualification sociale dans l'aide classique). Mais cette participation a aussi un coût – il faut se rendre disponible, donner de son temps, s'entendre dans un groupe, trouver des informations et des ressources concrètes pour le montage du projet, etc – qui explique notamment pourquoi le soutien d'un travailleur social et d'une association leur paraît indispensable. Cela explique aussi pourquoi certains groupes se sont transformés dans le courant des 3 années du projet. Mis à part un petit noyau dur, les groupes ont fait face à un turn-over, soit parce que le projet n'avancait pas assez vite, soit parce qu'ils retrouvaient un emploi, et n'était plus disponible, soit parce que l'implication était trop lourde à porter.

---

<sup>6</sup> Des travaux de recherche aux Etats-Unis montrent également à quel point ces alternatives se caractérisent par leur « blancheur ». Pour une approche intersectionnelle du mouvement alimentaire durable, voir notamment les travaux de Julie Guthman (2004, 2008).



Face à ces constats, on peut donc questionner non seulement la pertinence pour l'action sociale de cet objectif de mixité sociale, mais plus largement, aussi les motivations qui poussent à en faire un idéal. En effet, lorsqu'il s'agit d'inviter les populations les plus précarisées à rejoindre un idéal-type qui est pensé à partir des seules ressources et capitaux de ses concepteurs, on n'est jamais à l'abri de reproduire les inégalités que l'on tente pourtant de réduire. Cela peut revenir, en effet, à « refuser aux populations [...] les plus fragilisées une liberté et une autonomie quant au choix de leurs valeurs propres » (Marion, 2017 : 3).

#### **4. Conclusion ouverte sur des questions et des propositions**

##### **SLIDE 17**

##### **a. « arrêter de penser que les pauvres se nourrissent mal »...**

...en tout cas comme porte d'entrée. Le rapport à l'alimentation est lié à des enjeux qui vont au-delà de la qualité nutritionnelle d'une assiette. Privilégier une approche éducative au « bien se nourrir » (selon les référents de l'arbitraire dominant) risque de faire passer à côté des facteurs multiples qui expliquent les difficultés d'accès à une alimentation de qualité. (fiche projet solenprim)

##### **b. Voir les pratiques d'alimentation durable au-delà de l'évidence**

Les initiatives étiquetées d'alimentation durable sont généralement celles portées par une certaine élite socio-économique. On a vu que les bénéficiaires de l'aide alimentaire ne se retrouvent que rarement dans ces initiatives. Toutefois, leurs pratiques de débrouille partagent des similitudes avec celles revendiquées par les acteurs – reconnus – de l'alimentation durable : éviter le gaspillage et favoriser la récup' et le recyclage, partager des repas avec le réseau social et favoriser la solidarité, etc. Ce sont majoritairement les canaux d'achats qui divergent (le bio reste peu à portée du portefeuille). Penser la question de l'alimentation durable avec les personnes les plus précarisées doit inclure l'observation et la reconnaissance de leurs pratiques alimentaires durables existantes.

##### **c. Se poser la question de l'échelle d'intervention**

Les mouvements de la transition alimentaire s'insèrent dans un paradigme qui fait le pari que si chaque citoyen change ses habitudes en matière de consommation alimentaire, l'agrégation de ces efforts permettra de changer le système actuel. Le changement passe donc avant tout par un rapport à soi responsabilisé. Or ce paradigme ne tient que peu compte des enjeux de rapports de force sociaux et de la conflictualité de ceux-ci.

Travailler des pistes d'accès plus durable à l'alimentation dans un tel paradigme peut conduire paradoxalement (si ces pistes réussissent) à renforcer l'idée méritocratique selon laquelle « s'en sortir » est à la portée de tous, même des plus démunis. On n'est jamais loin de l'injonction à participer, de l'activation. Par un curieux mécanisme, on risque de contribuer de la sorte à cautionner

des logiques économiques et politiques productrices des inégalités à l'origine de la nécessité d'une aide alimentaire.

**d. La décentration :**

Une 4<sup>ème</sup> piste est celle de se poser la question de la violence potentielle des valeurs et des horizons politiques défendus. En effet, les recherches sur le food movement, notamment aux Etats-Unis, ont montré la « blanchitude » du mouvement. Par ex : la question du retour à la terre, et à l'agriculture locale, peut ne pas avoir les mêmes significations pour les afro-américains qui ont vécu une histoire liée à l'esclavage. De la même façon, des significations autour de l'alimentation peuvent différer pour un tas de raisons, qui sont tout autant valables que celles portées par les acteurs de l'alimentation durable.

**e. Quant à la question de la mixité sociale**

Je m'appuierais sur la proposition de Nicolas Marion, qui suggère avant tout de soutenir la mixité sociale là où elle existe déjà (par ex, dans un quartier), ou là où elle constitue une volonté effective et exprimée par les populations concernées. Plutôt que d'en faire une finalité en soi, portée par une élite, soucieuse d'ouverture.